



RES PUBLICA

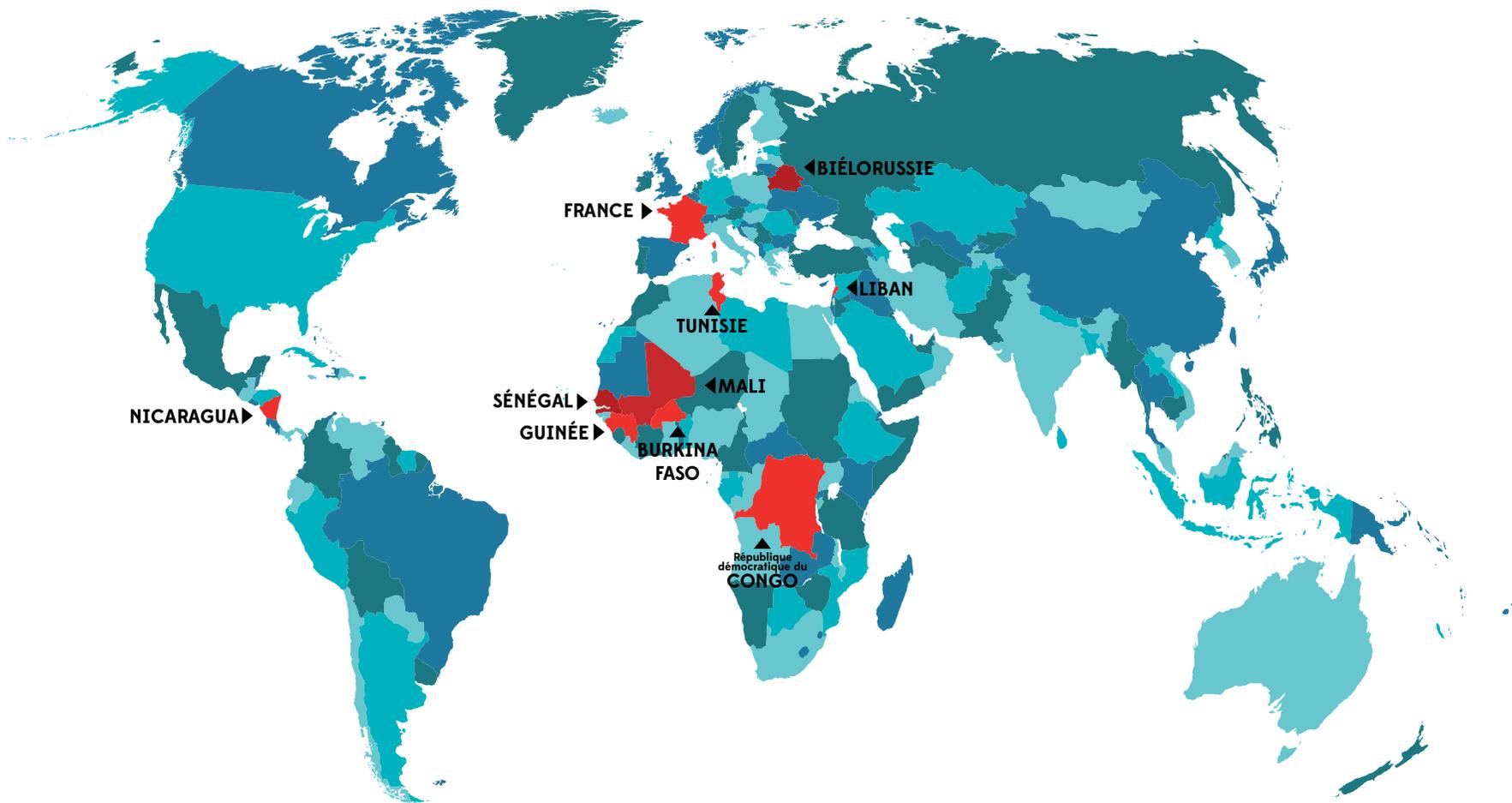
Progrès Social et Développement



RAPPORT D'ACTIVITÉS

2014 - 2015

MAPPEMONDE DE NOS IMPLANTATIONS



SOMMAIRE

	ASSOCIATION P. 4		GUINÉE P. 26
	BURKINA FASO P. 6		NICARAGUA P. 30
	ÉDUCATION P. 10		FRANCE P. 32
	AGRICULTURE P. 16		BRÈVES P. 42
	SANTÉ P. 24		RÉPARTITIONS BUDGÉTAIRES P. 43
			PARTENAIRES 2014 P. 44

MOT DE LA PRÉSIDENTE RES PUBLICA - 17 ANS, BIENTÔT LA MAJORITÉ



Avec la fougue de sa jeunesse, Res Publica fêtera l'année prochaine ses 18 ans.

Pour ceux qui ne connaissent pas notre association, un bref retour en arrière s'impose.

Née à Lyon en 1997, de parents aimants (nous, les Perrin), Res Publica, telle une belle et jeune aventurière, a fait ses armes au Burkina Faso. **Elle a été reconnue ONG sur place en 2001.** De ses nombreuses rencontres et multiples projets, elle s'est construit une forte expérience. Hyperactive et quelque peu atypique, elle a concentré ses efforts dans la durée sur une zone rurale d'environ 100 000

habitants, les communes de Nanoro, Pella et Soaw. Education, santé, sécurité alimentaire sont ses trois leviers pour accompagner les acteurs locaux dans leur lutte contre **la pauvreté, l'analphabétisme et la mauvaise gouvernance.**

« **Enfant gâtée mais plutôt responsable pour son âge** », Res Publica fonctionne hors du champ traditionnel de financement des associations et ONG de solidarité. Issus du monde de l'entreprise, ses parents l'ont économiquement dotée de fonds propres lui garantissant indépendance et longévité. Elle peut ainsi démultiplier son action en appuyant des structures amies qui visent les mêmes objectifs qu'elle au Burkina, et dans d'autres pays (France incluse).

En bons parents, ouverts mais protecteurs, nombre de questionnements nous tourmentent au vu d'**une année 2014 qui aura marqué un tournant politique essentiel de l'histoire du Burkina Faso.**

Le 31 octobre 2014, ce petit pays par la taille mais grand par son engagement a vécu un soulèvement populaire et a mis fin à 27 ans consécutifs de pouvoir de Blaise Compaoré. Ce putsch, au départ peu original en Afrique, a attiré les projecteurs médiatiques sur une population excédée et prête à tout pour empêcher son Président de se représenter pour un cinquième mandat. **D'une certaine manière, la rue s'est prononcée !** Non sans violence mais d'une manière plutôt homogène et surtout, sans bain de sang. Le Burkina repart aujourd'hui plein d'espoir, revigoré par ce réveil citoyen mais le doute apparaît forcément. Le pays cherche maintenant une solution appropriée à l'après Blaise, une transition

difficile à écrire mais essentielle pour poursuivre en paix ce parcours qui caractérise le Burkina depuis son indépendance.

Dans ce paysage aux couleurs d'ocres, Res Publica continue son chemin, consciente des enjeux et motivée pour participer à la construction de solutions pragmatiques aux défis d'aujourd'hui et de demain. Mais Mademoiselle ne souhaite pas se limiter. Elle a l'ambition d'étendre son action de défense et de promotion de l'intérêt général.

Nous ne l'avons pas nommée « la chose publique » pour décorer la façade. Ainsi, notre association souhaite peu à peu rééquilibrer ses axes d'intervention vers la France en faveur de besoins de plus en plus pressants : l'égalité au travers d'actions sur la santé et le handicap et la **bonne gouvernance sur des combats visant à moraliser la vie politique.**

Avec une position innovante **entre l'intérêt public et le pragmatisme privé**, Res Publica construit progressivement son identité pour devenir, nous l'espérons, une structure d'avenir aux idées novatrices.

Vous pouvez la suivre sur son site internet www.respublica.asso.fr et sur les réseaux sociaux.

Je me joins aux membres, bénévoles, salariés et collaborateurs de l'association pour vous souhaiter bonne lecture de ce rapport d'activités 2014/2015.

Françoise PERRIN
Présidente



3 334 989 €
Budget 2014

17 Collaborateurs
au Burkina Faso

4 Collaborateurs
en France

24 Partenaires
soutenus en 2014

MOT DU COORDONATEUR NATIONAL



Existe-il une école du développement ?
Je n'en connais point.

Existe-il une politique de développement de l'école ?
Sans doute, oui. Peut-être plusieurs même. Nous pensons que le développement de l'école doit conduire à l'école du développement, c'est-à-dire **investir dans l'éducation pour former des personnes capables de formuler des politiques de développement en cohérence avec les réalités de leur pays.**

Pour ce faire, au cours de l'année 2014, Res Publica a continué de développer les initiatives et les projets tendant à l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Comme chaque année, nos différents partenaires ont été mis à contribution. Cependant, il faut l'avouer, malgré nos efforts, les résultats scolaires sont décevants.

2014 est marquée également par un climat de défiance entre Res Publica et nos partenaires de l'éducation au niveau du secteur primaire. La suspension des activités de Res Publica au niveau du primaire dans la commune de Nanoro pourrait justifier partiellement cette situation. **Mais dans le fond, nous pensons que le partenariat est mal ou pas compris. Il nous faut donc revoir notre système de partenariat.**

Nous avons pris l'engagement d'accompagner les autorités des communes de notre zone d'intervention dans leurs nouvelles responsabilités à travers nos trois axes prioritaires : éducation, santé et sécurité alimentaire. Mais hélas, notre engagement a pris un coup avant la fin de l'année 2014 **en raison des troubles socio-politiques qui ont perturbé cette année.** La crise politique a abouti à une insurrection populaire les 30 et 31 octobre 2014 qui a mis fin au pouvoir du Président du Faso. Une transition a été installée pour gérer le pouvoir. Les nouvelles autorités de la transition ont dissout les conseils municipaux et régionaux en envisageant de nouvelles élections présidentielle, législative et municipale. Cette crise politique a, bien entendu, joué négativement sur nos programmes en cours d'exécution.

Que retenir de 2014 ?

Les programmes physiques ont certes été conduits à terme. Mais, les résultats sont mitigés. Il faut donc réfléchir pour créer un nouveau dynamisme qui fera de nous des gagners. L'abandon est une défaite, la persévérance une victoire sur le fatalisme. **Les nouveaux défis pour le Burkina de l'après insurrection imposent à Res Publica de ne rien lâcher.** Les attentes sont nombreuses et fortes et nous devons nous employer à accompagner toujours les plus vulnérables.

C'est pourquoi, l'axe de la bonne gouvernance doit être inscrit dans nos programmes des prochaines années.

Basile DARGA
Coordonateur National Burkina Faso
Chevalier de l'Ordre National

Répartition du budget Burkina Faso en pourcentage

72%
Education

7%
Agriculture

9%
Santé

12%
Appui Partenaires

2 384 813 €
Budget 2014

173 500
Personnes bénéficiaires



TRIBUNE À UN PARTENAIRE

ENTRAIDE MÉDICALE EUGÈNE JAMOT



Soeur Marie-Jeanne Boissinot - Temnaoré 1946-1996 : cinquante ans d'engagement personnel dans la brousse...Quel exemple ! Et on ne parlait pas d'humanitaire...

Lorsque j'ai débarqué au Burkina Faso pour la première fois, un jour de mai 1989, la démarche humanitaire restait fondamentalement une démarche du dominant adoptant la posture de celui qui détenait, non pas tant la technique et l'argent que la « compréhension ».

Venant avec des a-priori théoriques et idéologiques, nourri à la « source d'eau pure » de Samir Amin et Charles Bettelheim, lus avec la musique de Myriam Makéba en fond sonore, le Blanc décréait avoir compris la problématique du sous-développement, agrémentant ses discours d'incontournables références à ce qui était alors le « politiquement correct », à savoir : le combat internationaliste contre le néo-colonialisme et l'impérialisme, la juste lutte des peuples opprimés et le soutien des Pays Frères. Triturant la réalité pour la faire rentrer dans ses schémas pré-établis, et non sans immodestie, il pensait que son engagement personnel permettrait d'apporter une pierre supplémentaire à l'entreprise de réparation des méfaits de la colonisation.

Voilà, tracé à grande ligne, l'état d'esprit qui prévalait en cette période d'effondrement des pays de l'avenir radieux, et il n'est pas inutile qu'un ancien le rappelle, avec d'autant plus d'ironie que tel était, grosso modo, son état d'esprit... Beaucoup serait à dire sur la naissance d'un projet humanitaire. Un Africain me fit un jour une remarque sibylline :

« *Vous savez, l'humanitaire c'est d'abord l'affaire du Blanc* » ... remarque qui appelait plusieurs lectures :

- C'est l'affaire du Blanc, au sens le plus élémentaire : le Blanc détient l'argent, et de ce fait a les moyens d'élaborer, de créer un projet, fut-il le plus farfelu ;
- C'est parfois l'affaire du Blanc qui part vers ses « Tristes Tropiques » parce qu'« il a besoin de se ressourcer » (sic)...mais cela est une autre histoire ;
- C'est encore l'affaire du Blanc et de sa mauvaise conscience lorsqu'il juge intolérable, insupportable et injuste la réalité entrevue dans des circonstances diverses. Faut-il noter que les caractères « intolérable, insupportable et injuste » ne le sont que dans sa perception personnelle ? Bien souvent, l'autochtone ne le vit pas ainsi –heureusement ! – et il se contente de juger les situations pour ce qu'elles sont, identiques à ce qu'elles étaient au plus loin de son souvenir et sans doute pareilles, ou si peu différentes, à ce qu'elles seront dans vingt ou trente ans.

« *Les bailleurs arrivent avec de grands mots, de grosses questions (...) mais on ne sait comment répondre, car les questions qu'ils posent, c'est leur propre problème* » Un paysan Mossi.

C'est bien la venue du Blanc qui déclenche l'élaboration du projet, et non l'inverse, même s'il existe – et heureusement ! – de notables exceptions. Les élites locales auront tôt fait de vous convaincre de la nécessité, ici d'une école, là d'un dispensaire, et là-bas, près du barrage, d'un grand maraîchage. Au demeurant, il est rare que ces demandes ne soient pas fondées.

Peut-être oubliera-t-on de vous dire que le barrage, don d'un fils du village, existe depuis vingt ans et que rien n'a jamais été entrepris depuis lors pour une mise en valeur, mais cet oubli sans doute voulu sera pour vous convaincre que vous êtes décidément l'homme, ou la femme, providentiel(le), car vous seul, et le premier

bien sûr, avez compris l'usage que l'on peut faire d'une telle merveille ! Dans le meilleur des cas, le projet débutera dans l'enthousiasme ennuyé de l'administration engluée dans sa torpeur, pour se transformer parfois en « agressivité larvée » lorsqu'il apparaît que les circuits de financement choisis et mis en place empêcheront tout détournement de fonds.

Si la venue du Blanc est le « starter » du projet, c'est parce qu'au fond de la brousse, **les populations ont l'esprit bien trop accaparé par leur survie quotidienne pour tirer des plans sur la comète**. Si elles ont bien quelques idées sur ce qu'il conviendrait de réaliser pour améliorer leur existence, **elles manquent d'intermédiaires désintéressés**, non pas tant pour formaliser le projet que pour le finaliser, et surtout le faire fonctionner correctement de manière durable (on dirait maintenant de façon plus savante : « pour se l'approprier »).

Il faudra bien un jour que les ONG regardent derrière elles, au terme de toutes ces années de patientes tentatives d'aide au développement et analysent leur action sans indulgence. Car d'autres pourraient bien le faire et sans concession. Quand un Africain, compagnon de longue route de notre aventure, dit :

« Finalement, la meilleure chose qui pourrait nous arriver, c'est que toutes les ONG du Nord quittent le pays : nous toucherions le fond, mais au final, cela nous sortirait de notre torpeur et de notre passivité ! »... il y a lieu de s'arrêter sous le baobab et de réfléchir.

Nous arrivons là-bas, nous nous y installons et nous nous bombardons maîtres d'œuvre d'un développement dont la volonté chez les Burkinabè eux-mêmes ne me paraît pas toujours très manifeste : en tout cas, elle ne me paraît plus aussi tenace que dans les années 83-92.

Les Burkinabè ne seraient-ils que des velléitaires du développement ne mesurant rien de ce que celui-ci exige d'eux en matière de changement de comportement face à la réalité du monde ? Tant que le développement ne sera perçu que comme un moyen de fortune personnelle (ce qu'il peut être aussi) et non comme un processus collectif, pardon, « communautaire », on n'en sortira pas !

Mais au-delà de ce qui vient d'être dit, il y a aussi une autre réalité : après un « certain temps », une aventure burkinabè cesse d'être un « programme », un « projet », un « soutien » pour devenir une histoire personnelle. Et c'est aussi pour cela que nous continuons, même si le bout se laisse maintenant entrevoir...

Encore assez jeune pour que les échecs génèrent encore en moi l'envie de recommencer, mais déjà assez vieux pour percevoir la lente érosion de mon énergie... je relis Camus : **« Il faut imaginer Sisyphe heureux... ! »**

Gérard FOURNEL
Président d'EMEJ



UN CHEMIN SEMÉ D'EMBÛCHES...

L'année scolaire 2014/2015 se termine, après avoir commencé en octobre dernier dans des difficultés inattendues et dont la résolution ne nous appartenait pas.

Rappelons que les actions menées par Res Publica depuis près de 15 ans ont pour but de faciliter la scolarisation des enfants et d'améliorer la qualité de **l'enseignement tant au primaire qu'au secondaire**. L'association se positionne **comme facilitatrice de la politique de l'Etat** à travers l'appui qu'elle apporte à l'exécution des stratégies et programmes de l'éducation.

Entre réformes et imprévus, une année qui marque un tournant

Au niveau de l'enseignement secondaire, la grande innovation cette année a été l'ouverture de **l'accès généralisé à la classe de 6^{ème}** pour tous les enfants ayant réussi au Certificat d'Etudes Primaires (CEP). C'est le continuum qui regroupe sous la direction du MENA (Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation) les secteurs préscolaire, primaire et postprimaire, c'est-à-dire la scolarisation de tous les enfants de 3 à 16 ans.

Si l'idée de cette réforme était dans l'air depuis quelques années, c'est à cette rentrée qu'elle a été mise en place. Malheureusement les difficultés n'ont pas manqué. Tous les parents ont voulu inscrire leurs enfants en 6ème, mais ils ont tout de suite été confrontés au **manque de locaux et au manque de professeurs**. Ainsi, **la plupart des nouveaux sixièmes n'ont pu commencer les cours qu'au 2ème trimestre** et ce sont les parents qui

ont dû cotiser afin de pouvoir payer les professeurs vacataires. L'Etat s'était engagé à régler la vacation des enseignants... Ce règlement n'est arrivé qu'en fin de 3ème trimestre et encore pas pour tous les collèves ! Et l'enseignant n'est pas prêt à attendre la fin de l'année scolaire pour toucher son dû... Donc pas d'argent, pas de cours!

Les événements politiques du mois d'octobre 2014 ont fortement perturbé les cours et plusieurs journées de grèves «contre la vie chère» ont émaillé les second et troisième trimestres.

Alors qu'il avait été prévu de poursuivre les cours jusqu'en juillet, ceux-ci ont été arrêtés fin mai! Que se passera-t-il à la rentrée prochaine pour des élèves qui n'auront pas eu plus de quatre mois de cours... Et que dire des nouveaux sixièmes qui vont se précipiter aux portes des établissements secondaires ?

Si Res Publica est capable de construire des classes et d'apporter du mobilier scolaire, d'appuyer les cantines et d'amener l'eau par des forages au sein des établissements, elle ne peut pas résoudre les problèmes dus au manque de personnel enseignant. L'Etat fait actuellement des efforts dans la formation de nouveaux enseignants mais **un gros retard n'a-t-il pas déjà été pris?**

Le bilan académique de l'année

Cette année, l'appui de Res Publica a été principalement dirigé vers les établissements secondaires. Pour aider à la vacation, nous avons pris en charge les frais de déplacements des enseignants vacataires, nous avons mis des manuels scolaires

neufs dans toutes les classes et des annales dans les classes d'examen, et enfin nous avons soutenu l'organisation d'examens blancs.

Les résultats au BEPC n'ont cependant pas été à la hauteur de nos espérances.

La première promotion au baccalauréat du lycée de Boulpon a donné un résultat satisfaisant avec près de 74% d'admis. Nous espérons qu'enfin le Ministère ouvrira une seconde scientifique à la rentrée car actuellement il n'existe que la section littéraire et de nombreux élèves doivent partir dans un autre établissement éloigné de leur domicile dès lors qu'ils sont intéressés par les matières scientifiques.

Les résultats au CEP ont été corrects pour les CEB de Pella, Soaw et Nanoro 1 (entre 83 et 73 %). Nous sommes cependant persuadés qu'ils peuvent être encore améliorés. Seule la CEB de Nanoro 2 ne donne pas satisfaction. **Les autorités à Koudougou et Ouagadougou doivent prendre conscience de la nécessité de s'impliquer beaucoup plus** dans le partenariat avec Res Publica en affectant notamment des encadreurs sensibilisés au rôle de l'ONG dans les différentes CEB soutenues.

Le travail en commun sur l'éducation, commencé depuis quelques années avec les mairies, a malencontreusement été arrêté lorsque les maires ont été relevés de leur fonction à la suite des événements de 2014. Une délégation spéciale, conduite par le Préfet, a été mise en place dans chaque commune, mais l'élan pris a été brutalement stoppé. Il nous faudra attendre les nouvelles élections municipales

de 2016 pour espérer reprendre le partenariat dans de bonnes conditions.

Concernant l'enseignement au niveau du primaire, Res Publica a dû revoir quelque peu les différentes formes de soutien qu'elle apportait depuis de nombreuses années dans les Circonscriptions d'Enseignement de Base (CEB) de sa zone d'intervention. Compte tenu des résultats au CEP particulièrement décevants au niveau des deux CEB de Nanoro à la fin de l'année scolaire 2013/2014, Res Publica a décidé de se retirer du partenariat estimant que l'encadrement des écoles n'avait pas été satisfaisant malgré l'appui conséquent de l'ONG. C'est donc avec les CEB de Pella et de Soaw que le partenariat a continué.

Les nouveautés

Quelques modifications et initiatives ont été prises, notamment en ce qui concerne les frais de scolarité des filles qui, jusqu'à la rentrée 2014/2015, étaient pris totalement en charge par Res Publica depuis plus de dix ans dans le but de favoriser la scolarisation des filles. **La parité fille/garçon ayant été atteinte**, une sensibilisation des parents à la reprise en charge progressive des frais de scolarité de leurs filles a été faite, comprise et acceptée. Ainsi, cette année les parents ont pris en charge 50% de ces frais le reste étant à la charge de Res Publica.

Nous avons également beaucoup travaillé avec les parents d'élèves en particulier les mères d'élèves. En effet, si les inspecteurs ou les enseignants ne sont que de passage dans une CEB ou dans une école, les parents d'élèves, issus des différents villages, sont eux directement intéressés à la bonne marche de leur école, aux bons résultats scolaires de leurs enfants et ils comprennent maintenant qu'ils doivent s'impliquer davantage dans l'éducation de leurs enfants.

Les parents d'élèves éprouvent cependant encore



des difficultés à s'organiser. Le rôle de Res Publica est de les soutenir, de les conseiller et de leur faciliter la tâche. Des progrès importants ont été faits au cours des dix dernières années : prise de conscience accrue, demandes d'alphabétisation en hausse, particulièrement chez les femmes qui veulent mener des activités génératrices de revenus. Grâce à la présence de Res Publica depuis près de 15 ans, les populations sont en mesure d'accroître leur autonomie, notamment en prenant en charge la scolarité de leurs enfants.

Françoise PERRIN
Présidente

1 718 439€

Budget 2014

112

Élèves au Préscolaire

1 622

Élèves au Secondaire

80

Élèves au Supérieur

8 041

Élèves au Primaire dont 50,5 % de filles

LA VIE À L'INTERNAT DE NAZOANGA

Dans le cadre de nos activités dans le domaine scolaire et face à l'éloignement géographique des populations, l'une des solutions que nous avons choisie est de créer un internat. Voici le retour d'une pensionnaire de l'internat de Nazoanga.



Je m'appelle Rakiéta Kondombo, j'habite à l'internat de filles du Collège d'Enseignement Général de Nazoanga, où je suis en classe de 3ème. J'ai été nommée responsable des filles de l'internat, c'est-à-dire que je les représente auprès de l'administration, comme une porte-parole. Chaque niveau de la 6ème à la 3ème a son dortoir et chacune des 61 pensionnaires a son lit ainsi qu'une armoire dans laquelle elle garde ses effets personnels. **D'un point de vue pratique, il n'y a pas mieux que l'internat !** Il nous facilite l'accès à l'école, nous réduit les distances, et nous évite les retards et les absences. Les trois repas quotidiens sont gérés par l'école ce qui soulage nos parents, et nous y mangeons à notre faim. Nous sommes donc en pleine santé, et lorsqu'il arrive un coup de mou, nous sommes prises en charge par l'internat qui possède une moto et peut nous emmener à l'hôpital.

La vie à l'internat est propice à la vie en communauté. Nous partageons tous nos moments ensemble, y compris les repas que nous prenons dans un grand réfectoire. **Nous cultivons ainsi un esprit de fraternité et de solidarité.** Les heures de permanences aménagées spécialement nous encouragent à travailler assidûment, et à mieux apprendre nos leçons. En conséquence, nous avons globalement toutes d'excellentes notes !

Seule ombre au tableau, l'accès à l'eau dans la zone est difficile. C'est un problème de sous-sol. Malgré les deux forages entrepris par Res Publica, nous peinons à avoir de l'eau en quantité suffisante.

L'internat nous aide à réussir à l'école et nous procure une hygiène de vie confortable. Pour cela, je remercie Res Publica qui a construit cet internat, ainsi que tous ceux qui nous aident et nous accompagnent vers la réussite.

Rakiéta KONDOMBO
Interne au CEG de Naozanga

DES BÉNÉFICIAIRES QUI SONT AUSSI LES PARENTS !

Désireux de savoir si ce constat positif était partagé par les familles, nous avons interviewé des parents d'élèves inscrites à l'internat. Parmi eux, Karim Kaboré, instituteur et Hamidou El Adj Sanfo, cultivateur, dressent un bilan éclairant.

Ces deux papas soulignent l'assiduité et les bons résultats de leurs filles : « étant à l'internat, ma fille est toujours présente en classe, elle est toujours ponctuelle, régulière et assidue à l'école. Elle a aussi de bonnes notes et de bonnes moyennes », explique Karim.

Hamidou dresse le même constat : « quand ma fille revient en fin de trimestre, on remarque que sa moyenne est nettement supérieure aux autres enfants qui sont restés à la maison ».

Les parents voient leurs enfants bien intégrées et remarquent un personnel très attentif aux soins et à la santé des filles. Hamidou confie également qu'il fait des économies depuis que sa fille est à l'internat !

En plus de ces bénéfices scolaires et pratiques, les parents constatent **un développement moral et un épanouissement des filles.** Karim vante l'encadrement pédagogique : « à l'internat, ma fille reçoit une éducation morale qui lui inculque certaines vertus telles que la politesse, le respect des personnes et la recherche du travail bien fait. Elle a adopté un bon comportement envers nous, ses parents, ses amis et ses enseignants ». Hamidou est fier de sa fille : « elle est plus disciplinée et plus respectueuse que les autres enfants ! »

Stéfany CAMBE
Chargée de Missions

L'IMPORTANCE DES ACTIVITÉS CULTURELLES EN MILIEU SCOLAIRE



Depuis sa création, Res Publica contribue aux activités culturelles de ses zones d'intervention. Le milieu scolaire n'est pas en reste, avec d'une part, des activités culturelles organisées toute l'année au Lycée de Boulpon, et d'autre part, un premier concours inter-écoles organisé fin mai 2015.

Les activités socioculturelles

Cadre d'expression pour l'épanouissement réel de la jeunesse scolaire, les activités culturelles ont été initiées au Lycée Nicolas Perrin pendant l'année scolaire 2013-2014 dans un double objectif : **apprendre aux élèves leur propre culture, et les éduquer sur la culture d'autrui.** Au Lycée Nicolas Perrin, c'est Bruno Sankara, attaché d'éducation, qui est chargé de superviser les diverses activités de danse, théâtre, défilés en tenue traditionnelle, ballets, et autres interventions comme le groupe des « défenseurs des valeurs civiques ».

Ce groupe, composé de trente-cinq élèves, est chargé de monter le drapeau chaque matin et diffuser des valeurs de respect et de civisme auprès de leurs camarades.

Le mot d'ordre est le volontariat : les activités sont organisées par les élèves et pour les élèves et dépendent donc de leur implication. Ce sont les plus motivés et déterminés qui organisent ces journées : la promesse d'un beau résultat !

C'est également l'occasion pour ces jeunes de s'insérer dans des groupes, de travailler en équipe, de développer leur créativité et de s'initier à des valeurs essentielles telles que le civisme et le partage.

Platon disait d'ailleurs : « n'use pas de violence dans l'éducation des enfants, mais fais en sorte qu'ils s'instruisent en jouant : tu pourras par-là mieux discuter les dispositions naturelles de chacun »...

Le concours artistique

Cette année, les activités culturelles scolaires se sont doublées d'un concours inter-écoles, entre les établissements secondaires de Nanoro, Pella, Nazoanga, Poesse, Boulpon et Soaw ! **Dénommé « Journée culturelle », cet événement a eu lieu le 31 mai 2015 et avait pour thème : « Lutte contre les grossesses précoces, le SIDA et les infections sexuellement transmissibles en milieu scolaire ».** Ont eu lieu des épreuves de théâtre, danse traditionnelle, ballet, récital, et de conte théâtralisé en playback.

A la fin des compétitions, les membres du jury ont eu du mal à départager les concurrents tant le travail fourni par chaque établissement était impressionnant ! Finalement, Poesse reçoit le premier prix en théâtre et en danse traditionnelle, Pella le premier prix en récital et playback, Nanoro obtient le premier prix en ballet et enfin Nazoanga le premier prix en conte théâtralisé.

Rendez-vous l'année prochaine... avec encore plus de participants !

Stéfany CAMBE
Chargée de Missions

TÉMOIGNAGE : LE PARCOURS AMBITIEUX DE TINSAKRÉ

Tinsakré est enseignant-chercheur et consultant indépendant dans l'humanitaire et le développement. Mais ses longues études n'ont pas toujours été faciles financièrement.



Fils d'un cultivateur et d'une ménagère du village de Nazoanga dans la commune rurale de Nanoro, j'ai obtenu une bourse de l'Etat burkinabè en 1992 pour le premier cycle. A partir de l'année 1996, l'année où j'entre en seconde, l'Etat burkinabè n'octroie plus de bourse aux garçons. Après la classe de 1ère, **malgré mes résultats satisfaisants et mes ambitions, les difficultés liées au logement, à la nourriture, aux frais de scolarité et aux fournitures scolaires m'ont contraint à passer un concours d'entrée à la fonction publique pour financer mes études.** Je

fus donc admis au concours d'adjoint social. Durant ma formation à l'Ecole Nationale de Service Social de Gaoua, j'ai préparé parallèlement le baccalauréat que j'ai obtenu en 2000 en tant que candidat libre sans avoir fait la classe de terminale. La même année, j'ai obtenu le diplôme d'adjoint social.

Mon premier emploi

Affecté par l'Etat burkinabè à Koubri, situé à 25 km de Ouagadougou, je me suis inscrit parallèlement en sociologie à l'Université de Ouagadougou où j'ai obtenu le DEUG en 2002 pendant que je menais mon travail d'adjoint social. En 2004, j'ai été informé de l'ouverture de l'Ecole Inter Etats des Cadres Supérieurs de la Santé et du Social à Ouagadougou, une délocalisation de l'Université d'Aix Marseille 1 où les professionnels de la santé et du social, titulaires d'un DEUG pouvaient s'inscrire pour une licence en Sciences de l'Education. Je correspondais au profil et l'école m'intéressait, j'ai donc postulé, mais les frais de scolarité constituaient un obstacle de poids pour moi.

Par l'intermédiaire d'André Kaboré, représentant local de Res Publica à Nanoro, j'ai rencontré Madame Perrin qui accepta de me soutenir.

Sorti major de ma promotion avec 17,50 de moyenne, Res Publica a accepté de poursuivre ma prise en charge pour un master professionnel dans la même école. Une nouvelle fois major de ma promotion avec 17,50 de moyenne, l'Université d'Aix-Marseille 1 me proposa de poursuivre en thèse de doctorat en Sciences de l'Education en France. Res Publica, qui avait déjà dépensé un montant très élevé pour ma licence et mon master professionnel ne pouvait plus financer mes études en France... **Mais comme le dit l'adage africain : « quand on vous lave le dos, il faut savoir se laver le visage soi-même ».**

Mon arrivée en France, les premières galères puis la stabilité

J'ai donc décidé d'aller en France et de me débrouiller par mes propres moyens. Mes premières années en France n'ont pas été faciles car **sans bourse d'études, je travaillais comme vigile les nuits et je suivais les cours dans la journée.** En 2009, j'entrais en première année de thèse de doctorat, j'ai été recruté par un bureau d'étude spécialisé en évaluation où j'ai travaillé 8 mois. Par la suite, je me suis inscrit au registre de commerce français en tant que consultant indépendant et je réalise depuis des missions de consultance pour des ONG internationales, des gouvernements ou des collectivités territoriales. Doctorat en poche, j'ai été recruté par l'Université de Koudougou comme enseignant-chercheur au département des Sciences de l'Education (Ecole Normale Supérieure). A ce jour, en plus de ma profession d'enseignant-chercheur, je suis toujours consultant et je bénéficie de la confiance d'importants partenaires du milieu du développement et de l'humanitaire qui me mandatent pour des missions d'intérêt national et international. J'ai déjà réalisé plus d'une vingtaine de missions de consultance en Asie, en Europe, en Amérique et principalement en Afrique. Dans le souci de participer à l'amélioration de l'enseignement préscolaire de mon pays, je suis fondateur de l'Académie des Professionnels de l'Education et du Social (APES) qui accueillera ses premiers étudiants en octobre 2015 à Ouagadougou. J'adresse mes sincères remerciements à Res Publica qui a fortement contribué à mon parcours.

Tinsakré KONKOBO
Enseignant Chercheur et Consultant International

TÉMOIGNAGE : DU VILLAGE DE NANORO À ISRAËL



Donatien Konkobo, ancien élève dans la commune de Nanoro, nous raconte son parcours scolaire. Ce jeune homme de 25 ans est aujourd'hui en stage en Israël après des études en agriculture soutenues par Res Publica.

Du village de Nazoanga au Centre Agricole de Matourkou

Je suis né en 1990 d'un père cultivateur habitant Nazoanga dans la commune de Nanoro. Après mon admission au Lycée Professionnel Agricole de Nanoro, Res Publica a pris en charge mes frais de scolarité, durant mes deux ans d'internat puis mes deux ans d'externat. En 2008, j'ai obtenu mon Certificat d'Aptitude Professionnel (CAP) agricole et en 2010 mon Brevet d'Étude Professionnel (BEP) agricole.

Cependant, comme je ne trouvais pas d'emploi avec mon BEP, je suis allé préparer un baccalauréat à Ouagadougou pour augmenter mes chances d'être recruté. Ensuite, ayant réussi le test d'entrée, j'ai fait une formation de Technicien Supérieur en Agriculture au Centre Agricole Polyvalent de Matourkou dans la commune de Bobo-Dioulasso, pour laquelle Res Publica a accepté de me soutenir. En dehors du soutien financier, j'ai reçu des soutiens moraux et beaucoup de conseils des agents de Res Publica que je ne peux oublier.

Mon stage en Israël

Cette formation de Technicien Supérieur d'Agriculture a duré deux ans, à la suite de quoi j'ai été sélectionné pour un stage en Israël de 11 mois afin de compléter

ma formation. Ce stage permet aux étudiants d'apprendre les techniques agricoles utilisées par les Israéliens, parmi lesquelles des pratiques peu développées ou inexistantes au Burkina Faso comme l'irrigation goutte à goutte en culture hors sol ou l'utilisation des plastiques pour couvrir les cultures.

Le stage se déroule dans les fermes agricoles et chacun est logé par son fermier. Des conférences théoriques sont données une fois dans la semaine dans une université à proximité. A la fin du stage, notre école nous demande de monter un projet personnel qui sera soumis au gouvernement burkinabè qui doit l'étudier et éventuellement le financer. Le mien porte sur la commercialisation des produits agricoles burkinabè en hiver pendant la saison sèche, lorsque le marché n'est pas bien organisé. Le projet consiste à implanter des boutiques à l'intérieur du pays pour exposer les différents légumes conditionnés, achetés en grande quantité auprès des producteurs.

Le soutien de Res Publica a duré en tout 9 ans

Aujourd'hui je peux dire que je suis sur le bon chemin car je suis prêt à assurer les tâches de technicien. Une fois de retour au Burkina Faso, je souhaite créer mon entreprise afin de contribuer au développement de mon pays à ma manière.

Donatien KONKOBO
Étudiant

BILAN DE CAMPAGNE AGRICOLE



Au Burkina, la saison agricole s'apprécie toujours par un premier constat : celui de la pluviométrie. Pour cette campagne 2014, les pluies ont globalement été satisfaisantes avec 628 mm d'eau (soit 10% de plus que l'année précédente sur 43 jours de précipitations). Toutefois, **la répartition géographique de ces pluies n'a pas permis de boucler correctement les cycles de certains sites rizicoles ou céréaliers**. Des poches de sécheresse survenues dans les semaines précédant la récolte ont sévi inégalement suivant les zones. Ainsi, Nanoro a été la commune la plus défavorisée face aux caprices de Dame Nature. Toutefois, l'essentiel est là, les greniers affichent un remplissage satisfaisant.

Těng yeelame : « *Kō-m ti m di ti m na kō-f ti fri* »

La terre a dit : « *Nourris-moi, je te nourrirai* »

Sur les trois sites rizicoles (Gouroumbila, Goala et Séguédin - pour un total de 68 hectares), les rendements moyens de 3,2 tonnes à l'hectare restent stables mais dans une moyenne qualifiée d'insuffisante.

La mauvaise pluviométrie souvent invoquée pour justifier une stagnation des rendements n'est pas la seule responsable : les problèmes de fonctionnement et de leadership des groupements sont tout aussi handicapants.

Reste que **l'appauvrissement des sols est une réalité de plus en plus pesante** et qu'il est donc urgent de relancer la production massive de fumure organique. Traditionnellement cet amendement est utilisé pour les céréales, base de l'alimentation. Il faudra toutefois offrir des alternatives simples comme par exemple les composts en tas pour couvrir plus généreusement la demande des sols au bord de l'épuisement.

Těng pa yagd ye - « *La terre ne ment pas* »

Au niveau du maraîchage, la campagne s'est bien déroulée. Petit à petit, les producteurs commencent à mieux appréhender le jeu de l'offre et de la demande du marché. C'est ainsi qu'après une saison précédente catastrophique au niveau de la vente de la tomate, on a assisté à une substitution spontanée de celle-ci par l'oignon. L'expérimentation réalisée avec l'Organisation de Producteurs (OP) de Soum sur un programme de crédit en motopompes est positive. Ils peuvent ainsi optimiser l'eau du barrage sur trois récoltes annuelles. Le coût du matériel est amorti. Reste à **protéger efficacement les parcelles de la divagation des animaux grâce à des grillages qui restent un investissement coûteux**.

Le plan d'actions 2013-2016 destiné à cinq Organisations de Producteurs laisse entrevoir certaines limites qui semblent pour le moment difficilement solubles. Les premiers objectifs de renforcement des capacités organisationnelles, des capacités techniques et des moyens de production ont fait l'objet de diverses actions de formation et d'investissements en matériels (sous forme de crédit ou de subventions avec à chaque fois une participation des bénéficiaires). La mise en place reste lente et nécessite un accompagnement important qui se heurte encore, et c'est normal, aux pratiques et aux mentalités locales.

Mais le plus difficile sera de résoudre les problèmes structurels de sécurisation du foncier et du manque d'infrastructures de production (retenues d'eau, aménagements de bas-fonds, filières de commercialisation, etc). Le combat reste d'actualité et sera long pour arriver à une **autonomie financière et alimentaire** des populations.

Thierry SCIARI
Gestionnaire de projets

175 106€ Budget 2014

500

Riziculteurs bénéficiaires dans 3 OP

400

Maraîchers bénéficiaires dans 9 OP

150

Femmes bénéficiaires dans 10 OP



LÉONTINE, LA SEMENCIÈRE DE PELLA



Traditionnellement, au Burkina Faso, les cultures céréalières de base se perpétuent de saison en saison selon un processus quasi immuable : le producteur prélève de sa propre récolte les meilleures graines de mil, de sorgho ou de niébé qu'il réutilisera l'année suivante comme semences. Or, ce système trouve rapidement ses limites en provoquant une dégénérescence des semences d'où un appauvrissement inquiétant des rendements. Afin de remédier à ce problème, **il est urgent de promouvoir la culture et la diffusion de semences de bonne qualité, adaptées au milieu et renouvelées fréquemment** selon les caractéristiques de l'espèce.

Trois semenciers implantés au sein de nos zones d'intervention ont été soutenus financièrement et techniquement en 2014 afin d'apporter un début de réponse à ce problème récurrent. Ce soutien concerne la formation, le financement d'intrants et du suivi régulier de technologies.

Anne-Marie Berger, notre bénévole en matière de programme agricole a recueilli les propos de Léontine Gansoné, productrice de semences améliorées¹ de niébé, de mil et de sorgho sur une superficie totale de 16 hectares.

« Pour être semencier, il faut avoir la formation et l'attestation de l'INERA². Préalablement, il faut faire une demande pour exercer. Ensuite, il faut signer un protocole avec la DPA³ pour le suivi des cultures. Le coût de ces semences est élevé – 2 500 francs CFA le kilo de niébé (soit 3,80 €) et ne peuvent être achetées qu'à l'INERA. Le champ semencier doit avoir une superficie minimum de 3 hectares et doit être isolé de 40 mètres de toute autre culture de niébé classique pour éviter les contaminations. Avant de semer il faut bien nettoyer le champ (débroussaillage), apporter de la fumure organique et labourer à l'aide d'une charrue bovine. Pour le semis, **il faut bien respecter le protocole écrit par le technicien de la DPA**. Après 21 jours, on procède à l'épandage de l'engrais, suivi du sarclage pour recouvrir l'engrais. Dès la floraison du niébé, il faut traiter préventivement avec des produits phytosanitaires pour éviter les attaques d'insectes (pucerons, etc...). Les inspecteurs effectuent trois à quatre visites de suivi avant la récolte. Cette année, je n'ai eu aucun déclassement.

Au fur et à mesure que les gousses sèchent, il faut procéder à la cueillette. La récolte dure deux à trois semaines. Après la récolte on bat les gousses sur une bâche avec un bâton de diamètre spécifique pour ne pas éclater les grains qu'on laissera sécher au soleil pendant trois jours. Après un tri de propreté, les grains de niébé seront conditionnés dans des

*sacs à triple fond et bien tassés afin d'évacuer un maximum d'air. Les sacs sont rassemblés dans un entrepôt fermé dont les deux clés sont détenues conjointement par l'association des semenciers d'une part, et la DPA d'autre part. Ces deux entités doivent être présentes au moment du prélèvement d'échantillon par le laboratoire du service national des semences. **Si les analyses sont conformes un certificat sera délivré, attestant de la bonne qualité de la semence.***

A partir de ce moment, les semenciers disposent de leurs semences mais actuellement un programme national de semences améliorées rachète la totalité du stock. Exceptionnellement, les semenciers peuvent signer des contrats avec des tierces personnes : dans ce cas le Ministère les autorise à traiter directement avec elles, ce qui est le cas pour Res Publica ».

Anne-Marie BERGER
Bénévole - Chargée de l'Agro-pastoral

1. Une semence est dite améliorée lorsqu'au moins une des caractéristiques de sa variété présente des performances supérieures à celles des variétés traditionnelles.

Les caractéristiques qui la différencient des semences traditionnelles sont essentiellement :

- le potentiel génétique de productivité élevé ;
- la bonne adaptabilité aux zones agro climatiques.

2. Institut national de l'environnement et de la recherche agricole

3. Direction Provinciale de l'Agriculture



Fournitures en semences certifiées



Nettoyage de la parcelle



Amendement en fumure organique



Labour en traction bovine



Semis



Ajout d'engrais et sardage



Traitement phytosanitaire préventif



Contrôle du respect du protocole pour agrément



Stockage et vente des semences améliorées

UN HAVRE DE VERDURE ET DE FRAÎCHEUR



Rasmané Ouedraogo appartient au groupement Wend Songda de Soum. Les 24 producteurs du groupement pratiquent le maraîchage de contre saison, essentiellement la culture de la tomate et de l'oignon. La proximité du récent barrage de Soum leur assure de l'eau toute l'année. Une idée trotte dans la tête de Rasmané : **comment diversifier sa production afin de ne pas subir les aléas de la monoculture** (maladie, mévente, ...) ?

Les débuts du verger

L'aventure débute il y a maintenant trois ans. Rasmané décide alors de se lancer dans l'implantation d'un verger de 700 m², sans toutefois délaisser sa production d'oignons sur 225 m² qui lui assure un débouché sûr. Il faut préciser que sur place, cultiver des fruits n'est pas chose commune - euphémisme pour dire que cela n'existe pas. Une fois cette décision prise, il défriche le terrain,

lui apporte fumure organique de sa propre fabrication et engrais chimique. Le terrain est enfin prêt à accueillir des jeunes plants de fruitiers ! Les premiers plants et semences sont achetés auprès de pépiniéristes de la capitale. Ensuite il se sert des boutures de ses arbustes pour développer son activité et agrandir son verger. **Actuellement le verger est constitué de 150 papayers, 250 bananiers, 6 citronniers, 3 tangelos¹, 3 manguiers, 1 goyavier et 20 pieds d'ananas.** L'irrigation du champ est assurée par une motopompe.

Dès la deuxième année, le rapport des papayers et des bananiers lui ont permis de rembourser les dépenses d'installation et du carburant pour la motopompe. Cette année, tous les arbres seront productifs. **L'écoulement des fruits ne semble pas poser de problème**, la petite ville de Kordié et le marché local de Nanoro assurent les débouchés.

Perspectives agricoles

Pour rentabiliser au maximum sa parcelle, **cette année, Rasmané pratique la culture associée** - oignons et jeunes bananiers. Les plants d'oignons bénéficient ainsi de l'arrosage et de la fraîcheur des bananiers. L'année prochaine, une nouvelle parcelle de 500 m² viendra agrandir le verger.

Dans le cadre d'un microcrédit accordé au groupement, Rasmané vient de faire l'acquisition d'une deuxième motopompe.

Rasmané ne doit qu'à son courage et son audace l'amélioration de sa qualité de vie : **« maintenant je n'ai plus de problème pour m'occuper de ma famille et payer les scolarités de mes huit enfants et en plus j'aime ce travail ».**

Anne-Marie BERGER
Bénévole - Chargée de l'Agro-pastoral

1. Variété hybride entre le pamplemousse et la mandarine



PORTRAIT D'UN AGENT TECHNIQUE AU SEIN DE L'ONG RES PUBLICA



Je m'appelle Hubert Ouedraogo, et je suis né à Bédogo - région Centre-Sud du Burkina Faso. Si aujourd'hui je suis employé à Res Publica, cela n'allait pas de soi étant donné mon parcours.

C'est au cours de l'année scolaire 2000, après quatre années blanches que j'ai rencontré le Docteur Gérard Fournel, président d'EMEJ. Je m'en souviens très bien : un jour, constatant mon niveau de français, il m'a demandé : « **Hubert, as-tu déjà été à l'école ? Désires-tu y retourner ?** ». J'ai répondu oui sans hésiter. Il m'a dit « **Ok, je prendrai en charge tes études, à toi de bien étudier** ».

Après l'obtention de mon Certificat d'Etudes Primaires, tout s'est enchaîné : j'ai suivi les cours du Lycée Agricole de Nanoro puis du Centre Agricole Polyvalent de Matourkou à Bobo Dioulasso - d'où

je suis sorti en 2008 avec un diplôme d'Agent Technique d'Agriculture. Dès lors, j'ai été embauché comme animateur agro-pastoral à Res Publica.

Le soutien du Docteur Fournel et de Res Publica ne s'est pas arrêté là. Désireux d'augmenter encore mon niveau d'études, j'ai suivi les cours à distance à l'Institut des Sciences et Techniques de Production Agricole et Alimentaire pendant deux ans, tout en travaillant à Res Publica. **Dr Fournel m'a soutenu avec une prise en charge de 50% de la scolarité, les autres 50% étant accordés en crédit par l'ONG Res Publica.** Cette formation m'a permis d'obtenir en septembre 2014 mon diplôme de Technicien Supérieur en Agro-Alimentaire.

Aujourd'hui, j'ai la tâche de l'exécution du programme agro-pastoral dans la commune de Nanoro, sous la supervision de mon responsable Mr. Monirou Yorouba. Je suis **responsable de sept groupements agricoles**, soit d'environ 400 producteurs répartis dans six villages. Les principales activités que je supervise sont essentiellement le maraîchage et la riziculture. **J'assure un suivi technique rapproché de ces producteurs pour leur permettre d'obtenir des rendements satisfaisants.** Mon objectif est de leur transmettre des techniques à même de les aider à produire mieux dans leur environnement. Parmi les producteurs que je rencontre, la plupart sont analphabètes, n'ont pas reçu de formation et n'ont pas accès à l'information. Nous espérons que ces obstacles n'en seront plus à la fin de notre plan d'actions 2013-2016.

Je ne peux terminer ce témoignage sans adresser mes sincères remerciements au Docteur Fournel. Je remercie également l'ONG Res Publica et notamment sa Présidente, Françoise Perrin, qui m'a aussi suivi et soutenu depuis mon école primaire jusqu'à aujourd'hui.

Hubert OUEDRAOGO
Technicien Supérieur en Agro-Alimentaire

EN RÉSUMÉ, MON TRAVAIL AU SEIN DES ORGANISATIONS PAYSANNES CONSISTE À :

- **Consolider leurs connaissances en termes de fonctionnement et gestion par des animations et formations**
- **Améliorer leurs connaissances techniques agricoles par un suivi régulier et des formations sur leurs sites de production**
- **Sensibiliser et promouvoir l'utilisation de la fumure organique**
- **Promouvoir les activités de restauration des sols**



EMEJ : LE COMBAT CONTINUE AU BURKINA FASO



L'association Entraide Médicale Eugène Jamot s'active au Burkina Faso depuis 25 ans, dans les domaines médical et sanitaire. C'est dans un contexte particulier que s'est tenue cette Assemblée Générale en Novembre dernier : quelques semaines auparavant, le « *Pays des Hommes intègres* » vivait l'effondrement du régime du président Blaise Compaoré, au pouvoir depuis 27 ans. Conduite par le président d'EMEJ, le Docteur Gérard Fournel, la rencontre a réuni dans une salle de la commune de Thoisse les membres et sympathisants de l'association, ainsi que les autorités communales.

Construire et équiper les dispensaires pour booster la santé

L'Assemblée Générale, a été l'occasion pour le Docteur Fournel de revenir sur l'évolution des actions phares d'EMEJ. D'abord, la **reconstruction du dispensaire de Soaw** à hauteur de 73 000 euros, financés à 95% par l'association Res Publica. L'établissement, opérationnel depuis septembre, vient s'ajouter à la maternité qui a déjà fait peau neuve en 2011. L'objectif à long terme est d'ouvrir une antenne chirurgicale dans cette commune rurale.

Deux autres maternités, sont construites à Nazoanga et Somassi. La construction d'un nouveau dispensaire urbain vient de commencer dans la commune rurale de Nanoro. C'est là que se déplacera l'actuel dispensaire.

Le planning familial en milieu rural pour une vie meilleure

Pour la poursuite du financement du planning familial, les membres d'EMEJ indiquent leur souhait de **perpétuer cette initiative qui change la vie de plusieurs familles** notamment à Nazoanga, Nanoro, Somassi et Soum. Jusqu'ici les résultats sont encourageants : en 2014, les femmes ont continué de fréquenter le planning familial de leur centre de santé. Le suivi de la Protection Maternelle Infantile (PMI) ou la formation du personnel médical font partie des volets d'intervention prioritaires de l'association.

Une nouvelle ère, un même dévouement

Le Docteur Gérard Fournel se bat à travers EMEJ, depuis plus de deux décennies, pour améliorer la santé des communautés rurales, essentiellement à travers la construction de bâtiments sanitaires et le développement du planning familial. « *Ces initiatives sont de plus en plus étouffées aujourd'hui à cause des contraintes administratives. Mais EMEJ reste attentive à toutes nouvelles dispositions qui pourraient freiner l'élan de ses engagements au Burkina Faso* », indique le Docteur Fournel à l'entame de cette rencontre.

Pour toutes activités confondues, EMEJ a dépensé au total 162 500 euros en 2014 grâce à son partenaire financier Res Publica. Pour 2015, l'association sera peut-être contrainte de **limiter ses activités en raison du caractère incertain du climat sociopolitique du Burkina Faso**. Mais limiter ne veut pas dire renoncer. « *Le combat continue* », insiste le Docteur Fournel.

Aissata MODIBO TRAORE et Makoya SOUARE
Journalistes

219 425 €
Budget 2014

1 505
Bénéficiaires du planning familial



LES JOURNALISTES GUINEENS AU RENDEZ-VOUS

Et de quatre. Le 1er juin 2015, nous avons retrouvé avec plaisir à la Maison de la Presse de Conakry les journalistes guinéens ayant participé aux trois sessions précédentes de notre projet de formation lancé en juin 2013 financé par Res Publica. Le fait de les suivre régulièrement renforce leur confiance et approfondit nos relations.

Le programme de cette 4e session consistait à étudier quatre rubriques, une par formateur : faits divers et justice, économie, société et sports. Pour notre journal « Conakry Info 4 », nous avons choisi ensemble **quatre sujets afin de les traiter sous forme de dossier**, en ayant recours à divers genres journalistiques : une synthèse, une interview, un commentaire et des repères : le rôle des avocats en Guinée (justice), l'impact d'Ebola sur le tourisme (économie), l'excision (société) et le renouveau du football guinéen (sport).

Le travail sur ces rubriques, parmi les plus utilisées dans les médias, venait après l'étude des lois, de la déontologie et de l'éthique, la préparation des élections et les pratiques professionnelles en temps de crise, puis la politique, les genres journalistiques et les bases du métier, enfin l'exercice du métier, l'enquête et le journalisme d'investigation. **L'ensemble correspond à notre programme d'enseignement progressif** tel que décrit dans nos manuels pédagogiques publiés aux Presses Universitaires de Grenoble (PUG) mais adapté au contexte africain et plus particulièrement guinéen.

Une journée spéciale Ebola

C'est ainsi que nous avons consacré la dernière journée de cette session à un « spécial Ebola » en raison de l'épidémie qui frappe le pays. Ce fut l'occasion d'examiner **les spécificités de la rubrique santé, le traitement médiatique d'une crise sanitaire et rôle citoyen du journaliste** dans cette situation particulière.

Un test écrit a permis de faire le point sur les connaissances des stagiaires, plutôt bonnes, et sur leurs pratiques journalistiques, moins bonnes quand il s'agit de respecter l'intimité et l'anonymat des malades ou de leurs proches, de lutter contre les discriminations ou encore de s'appuyer sur les communautés.

Les journalistes guinéens ont eu largement la parole, les débats étaient très animés. Ils nous ont décrit **l'importance des rumeurs et leurs difficultés à les démonter**, les obstacles rencontrés pour accéder et vérifier l'information non officielle, les tentatives des autorités locales de leur interdire d'enquêter dans les zones touchées, etc. A la fin, ils ont rédigé en groupe une « charte du journaliste en temps de crise sanitaire ».

Deux journalistes pour Lyon

Enfin, il nous fallait **sélectionner, à l'invitation de Res Publica, deux journalistes susceptibles d'intégrer à la rentrée** le Master 2 « Nouvelles pratiques journalistiques » de l'Institut de la Communication (ICOM) de l'Université Lumière-Lyon 2, comme cela a été fait pour l'année 2014-2015. Un choix cornélien tant sont grandes les attentes des stagiaires. Une vingtaine se sont portés candidats et nous les avons auditionnés systématiquement chaque soir. A l'issue de cette session, ils nous ont envoyé leur CV et leur lettre de motivation, ce qui nous a permis de finaliser ce choix avec le responsable du Master de journalisme à l'ICOM.

Dans leur motion finale lue en présence de Jean-Claude Perrin de Res Publica, **les stagiaires ont exprimé leur satisfaction, en souhaitant la poursuite du projet** et en espérant l'attribution de bourses afin que certains d'entre eux puissent bénéficier du Master de journalisme mis en place par Reporters solidaires à l'Université de Bobo-Dioulasso en partenariat avec l'ICOM.

Christine COGNAT
Présidente de Reporters solidaires

Les journaux « Conakry Info » et la charte du journaliste en temps de crise sanitaire sont disponibles sur le site de Reporters solidaires :

www.reporterssolidaires.com



Maison
de la Presse
GUINEE

Maison de
la Presse

GUINÉE

44 799 €
Budget 2014

33
Bénéficiaires directs

DISPENSARE SÉENTEYA À KINDIA



« *Séenteja* » : ce terme *sussu*, langue locale de **Kindia en Guinée**, évoque la santé en général, une parole, une question, une réponse, un soulagement.

C'est le nom que nous avons voulu donner au dispensaire qui, en partenariat avec l'Association Res Publica proposera, modestement d'abord, d'être **un centre pour la santé primaire et préventive** au sein des établissements du Groupe Scolaire Sainte-Croix de Kindia (environ 1 000 élèves). **Son objectif sera d'assurer la santé de base des élèves** avec des moyens élémentaires d'éducation sanitaire, de diagnostic primaire et de traitement approprié. Il sera surtout un lieu de prévention, d'éducation et de sensibilisation pour la santé élémentaire dans le milieu éducatif, en transmettant des connaissances qui permettent de modifier les habitudes et les comportements.

Ce dispensaire sera **ouvert également aux quartiers environnants** pour un accès plus facile et moins onéreux aux soins primaires. C'est essentiel car la pauvreté des familles en Guinée rend insupportable le coût des soins primaires et des médicaments essentiels. Or, cette situation qui favorise la prolifération des « pharmacies par terre » et des médecines traditionnelles accessibles à tous, certes à bas prix, n'est pas sans risques pour la santé.

L'épidémie de la fièvre Ebola

A Kindia, c'est surtout le paludisme qui touche les populations, mais **la Guinée n'est pas épargnée par Ebola**. La situation engendrée par l'épidémie de la fièvre Ebola en Guinée nous confirme l'urgence de l'éducation dans le domaine de la santé préventive, car la fièvre Ebola ne peut être vaincue que par des mesures d'hygiène primaires et essentielles.

Depuis 2015, la Guinée recense 77 décès à cause d'Ebola, dont 9 en avril. A ce jour, la fièvre Ebola perd du terrain, certes, **mais la situation sanitaire générale du pays ne permet pas d'affronter les épidémies les plus banales** à venir : rougeole, méningite, choléra, etc.



L'état d'insalubrité de nos villes, le manque d'infrastructures sanitaires adéquates et leur gestion, ainsi que le manque de formation du personnel de santé sont autant de facteurs qui rendent bien fragiles, sinon inexistantes, les conditions de prévention des épidémies en Guinée.

« *Séenteja* », notre futur

centre de santé voudrait y apporter sa modeste contribution.

Nous remercions l'**Association Res Publica** de nous accompagner dans cette ambition.

Père André MAMADOUBA CAMARA
Responsable du projet

ALPHADJO – COMPTE RENDU DE MON SÉJOUR EN FRANCE



Alphadjo est le premier étudiant aveugle guinéen accueilli en Licence 1 de lettres modernes à l'Université François Rabelais de Tours.

Originaire de Boké en Guinée, je me nomme Alphadjo Camara et suis âgé de 27 ans. **Je suis malvoyant depuis ma naissance.** La vie et les rencontres m'ont appris à minimiser mon handicap. C'est grâce à ma formation de Lettres que j'ai eu la chance d'enseigner à plusieurs classes, une expérience qui m'a énormément fait grandir.

Après mes études de Lettres et cette expérience de formateur, j'ai animé quelques émissions à la radio Nostalgie-Guinée où je lisais des extraits de livres, tel que *Germinal* d'Emile Zola, à mes auditeurs. **J'ai le souhait de contribuer à l'amélioration de la situation des handicapés en Guinée,** à travers mon parcours atypique. J'ai donc décidé de poursuivre mon cursus universitaire en France afin de compléter mon apprentissage et ainsi participer efficacement au développement de mon pays.

J'ai eu la chance de rencontrer Chantal Godefroy, Présidente de l'ONG Guinée-Solidarité, durant l'une de ses missions. Nous nous sommes très bien entendus

et avons collaboré sur mes projets d'avenir. C'est en grande partie grâce à cette structure que je peux vous écrire aujourd'hui depuis Tours.

En route !

Ce ne fut pas chose aisée, mais, mes démarches furent grandement facilitées grâce à l'appui quotidien de Chantal Godefroy. Ensemble, nous avons entrepris les démarches habituelles qui incombent à tout étranger qui souhaite s'installer en France. **Une fois sortis de ce labyrinthe administratif, nous avons dû nous attaquer à l'aspect financier.** Guinée Solidarité a levé une collecte de fonds, dont les participations se sont élevées à 3 500 € ! Cependant, pour financer mes études, il manquait encore 4 000 €...

Le 25 juin 2013, alors que je participais à une conférence à la Maison de la Presse de Coléah à Conakry, j'ai réitéré publiquement mon désir de me former en France et ai demandé le soutien de la société civile guinéenne pour réaliser ce projet. Ensuite, tout est allé très vite : à la suite de cette conférence et du bruit qu'elle a provoqué dans la capitale, Res Publica est entré en contact avec moi. Après une étude approfondie de mon cas, l'association a décidé de m'accorder une bourse de 4 000 €, sous conditions : je devrai en rembourser la moitié sitôt mon premier emploi trouvé.

Le 7 septembre 2013, mon rêve devenait réalité : je m'installais à Tours où je reçus l'accueil de 2 étudiants guinéens qui allaient me servir de guide pendant mon séjour. Trois jours plus tard, j'étais inscrit en Licence de Lettres Modernes à l'université François Rabelais.

Aujourd'hui, c'est le sourire aux lèvres que je vous annonce mon passage en 3ème année de licence grâce à l'obtention d'un 11 fort. Du côté personnel, j'évolue avec plaisir à Tours et suis bien intégré dans la ville. J'ai même trouvé des associations accompagnant les non-voyants.

En ce qui concerne mon projet de retour, je complète mon apprentissage auprès d'associations accompagnant les non-voyants et fréquente régulièrement la bibliothèque sonore de Tours. Comble de mon épanouissement, **j'ai pu retrouver ma passion pour la radio en intervenant dans divers médias de la ville** comme la radio RFL1 de Tours et Radio Campus.

Alphadjo CAMARA
Étudiant en Lettres

¡ SIEMPRE ADELANTE ! MISSION ANNUELLES AU NICARAGUA



Chaque année, nous effectuons une mission au Nicaragua afin de réaliser des visites de suivi d'anciens projets, de contrôler les projets de l'année précédente, et bien sûr, d'étudier et de valider le projet qui sera financé l'année suivante.

Visite de suivi à Monte Cristo

A chaque voyage, nous choisissons de visiter de manière aléatoire plusieurs anciens projets. L'essentiel est de savoir si le réseau fonctionne toujours, si le Comité de l'Eau réalise avec soins les actions de maintenance, s'il gère et rend compte de la gestion des fonds et si les usagers paient leurs factures chaque mois.

Impossible d'oublier le village de Monte Cristo. Initialement implanté sur le flanc du volcan mythique Cerro Musún. Ses 175 habitants sont des rescapés, issus de la coulée de boue qui avait rasé

plusieurs villages en 2004. Ils avaient été relogés avec les moyens du bord dans un habitat précaire fait de planches et de bâches plastiques.

L'auto-construction d'un réseau d'eau potable avait été pour eux une réelle fierté et un nouveau départ.

A la date de notre visite du 4 mars 2015, **les installations fonctionnent toujours. De nombreuses réparations ont été réalisées par le maintenancier** : ruptures de tubes pvc, fuites de robinets... seul un passage de rivière reste problématique car les crues successives ont déplacé le lit de la rivière et arraché plusieurs fois le tuyau.

L'essentiel est là : le village s'est approprié le réseau d'eau avec ses droits et ses obligations. L'autonomie financière est fragile mais la motivation pour avancer est palpable. Trois nouvelles maisons se sont construites, et la présence de l'eau potable y est pour quelque chose, de même que la création d'une route permettant aux véhicules d'accéder au village. « **Le progrès arrive, ce sera bientôt l'électricité...** » nous dit avec le sourire Sixta Del Carmén Caceres, institutrice du village.



Evaluation des deux projets réalisés l'an dernier

En 2014, deux nouveaux projets ont vu le jour : **la CeibaDudu (Municipio de Waslala) et San Francisco Kuskawas (Municipio de RochoGrando)**. Globalement, l'investissement réalisé par Res Publica (43% du montant total) a permis à 163 familles de consommer une eau potable.

A la CeibaDudu par exemple, chaque famille a cotisé 37€ pour participer aux frais de nourriture et de logement des techniciens APLV et a travaillé 90 jours à la construction du réseau. A San Francisco Kuskawas, même si une vingtaine de familles se sont désistées en cours de projet du fait de l'important effort physique à apporter, le travail a été terminé et les réalisations techniques sont à la hauteur de nos attentes. **Nos visites des 27 et 28 février ont été l'occasion d'inaugurer ces deux réalisations, de transférer**

officiellement la propriété des réseaux aux Comités de gestion villageois avec une forte présence des autorités locales et enfin, de contrôler les points critiques des projets. Cette année encore, **Agua Para la Vida a respecté ses engagements et rempli sa mission.**

Etude du projet de Wani pour 2015-2016

La dernière partie de notre mission consiste à visiter le prochain village candidat : le village de Wani bénéficie du réseau électrique depuis maintenant 4 ans, mais la situation sanitaire y est très problématique puisque **les 1093 habitants puisent l'eau dans cinq puits pollués par les activités d'extraction d'or situées à quelques kilomètres.**

Les analyses réalisées présentent des traces importantes de coliformes fécaux mais aussi des traces de plomb, mercure et même de cyanure. Le recensement sanitaire par APLV réalisé l'an passé rend compte de chiffres inquiétants puisque 11% des enfants présentent des cas de diarrhées et de parasites intestinaux, et 10% des adultes sont touchés par des infections de la peau. **Les besoins sanitaires sont réels.**

Notre visite nous a permis de nous imprégner des réalités de terrain vécues par cette communauté. Au vu de l'importance de la taille du réseau d'eau, sa réalisation se fera au minimum sur une période d'un an et demi. Res Publica s'est engagée financièrement à hauteur de 370 000 € (72% du budget), ce qui en fera **le plus gros projet soutenu jusqu'à présent.** C'est maintenant aux techniciens APLV, au Comité de l'eau du village et aux bénéficiaires de Wani de donner vie à l'ouvrage.

Au-delà de l'aspect technique du projet (assainissement des eaux) et des enjeux au niveau de la santé et de l'hygiène des habitants, **l'intérêt est fondamental au niveau politique et social puisqu'il permet aux populations d'être**



actrices de l'amélioration de leurs conditions de vie, et de s'unir pour un objectif commun. Les habitants sont juridiquement propriétaires de la source, ce qui leur confère une autonomie totale et supprime les intermédiaires, sans oublier que le coût environnemental de ce système gravitaire est quasiment nul.

Thierry SCIARI
Gestionnaire de projets

1. Pollution d'origine fécale que l'on retrouve dans les eaux usées et le sol.

139 957€

Budget 2014

872

Bénéficiaires directs

LA «VIE GRANDE OUVERTE» : UNE ALTERNATIVE POUR LE TEMPS DES SOINS



A deux pas de la gare Perrache, finis les barreaux, les cellules et les détenus, place aux étudiants, aux bureaux et aux logements. Construites au XIX^e siècle puis désaffectées depuis 2009, **les anciennes prisons Saint-Paul et Saint-Joseph de Lyon s'apprêtent à inventer une nouvelle histoire et accueillir la Vie grande ouverte.**

À la rentrée 2015, l'Université Catholique de Lyon et ses 5 000 étudiants. L'îlot voisin de Saint-Joseph a été transformé lui aussi de manière radicale puisque des commerçants, des habitants et une résidence intergénérationnelle s'y installeront. Habitat et Humanisme ouvrent 110 logements au sein de l'îlot Saint-Joseph. Cet ensemble intergénérationnel fera cohabiter des étudiants et des personnes convalescentes sorties de l'hôpital.

L'idée est d'**expérimenter un nouveau maillon de la chaîne du parcours de santé des patients**. Actuellement, la durée moyenne de séjour dans les hôpitaux est d'environ cinq jours, après quoi la priorité est donnée par les pouvoirs publics aux soins à domicile. Or, la solitude de ces personnes compromet souvent cette possibilité et entraîne la prolongation inutile et coûteuse de l'hospitalisation. La résidence nommée Espace *Emmanuel Mounier*¹ vise à fournir un logement et un accompagnement adaptés avant le retour à domicile. Les étudiants du campus seront appelés à accompagner les personnes malades sur des actes de la vie courante qui atténuent bien des difficultés et transforment les relations humaines.

L'association Res Publica et la foncière d'Habitat Humanisme ont créé une Société Civile Immobilière permettant de démultiplier cette opération par l'acquisition de 12 logements supplémentaires dans le bâtiment construit par l'OPAC pour un montant global de 2,4 M€. Un investissement innovant et socialement utile pour accroître l'impact du projet.

Jean-Pierre MOISSINAC
Bénévole Habitat Humanisme

1. Philosophe français, fondateur de la revue *Esprit* et à l'origine du courant personnaliste.

ENTRETIEN AVEC BERNARD DEVERT, PRÉSIDENT ET FONDATEUR D'HABITAT ET HUMANISME.

Jean Pierre Moissinac : *Dans quel contexte ce projet s'inscrit-il ?*

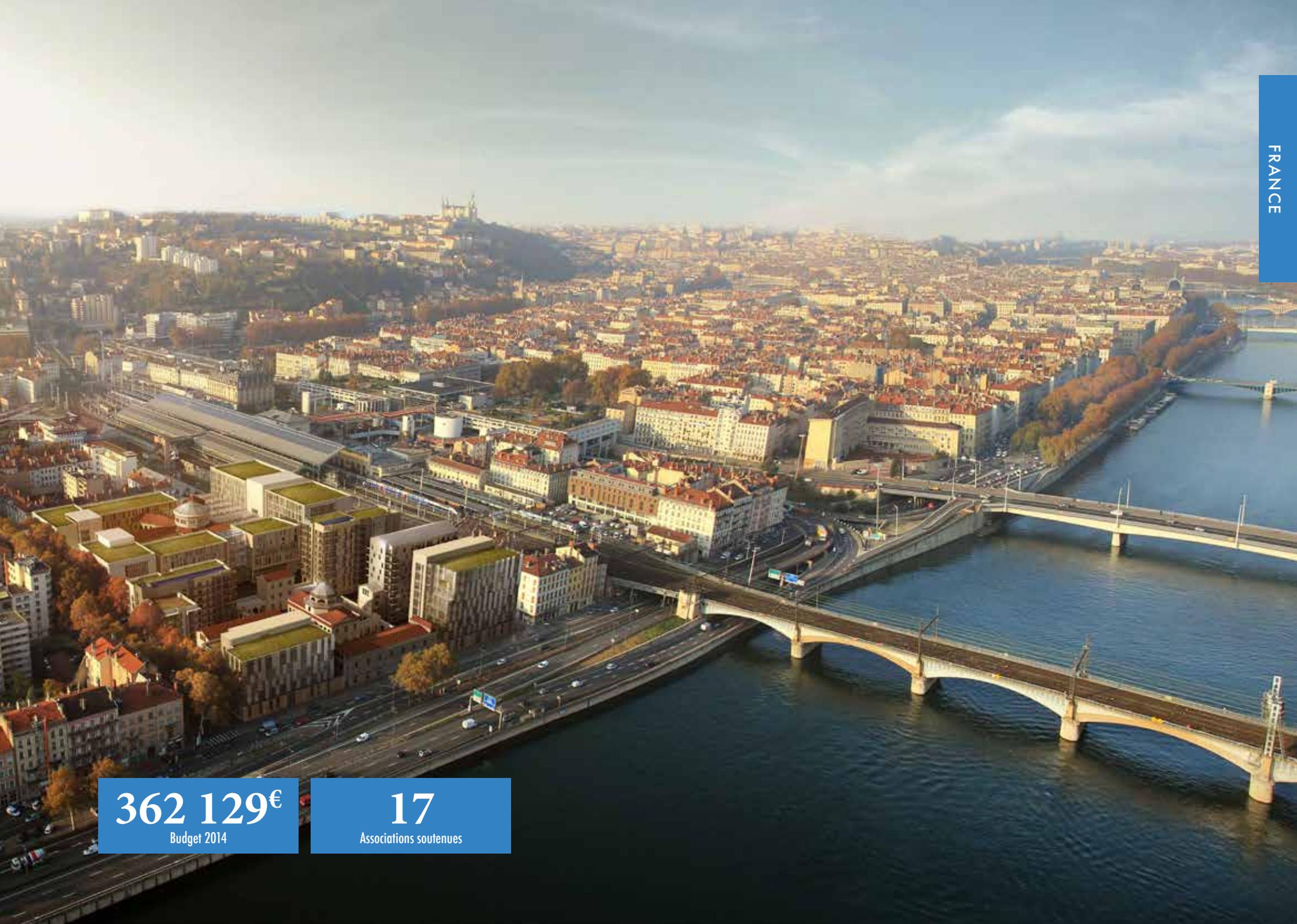
Bernard Devert : En proie aux exigences d'optimisation budgétaires, les pouvoirs publics mettent l'accent sur la réduction du temps de séjour à l'hôpital et diminuent les dotations budgétaires pour les établissements hospitaliers. Le continuum de soin n'est donc pas assuré pour les personnes fragilisées socialement. Rien n'est prévu pour les personnes qui ne disposent pas d'un logement décent. Dans cette période de changement, tout n'est pas acceptable. Il convient de faire un travail de résistance pour inventer des solutions créatives.

JPM : *Quelle est la perspective de cette opération ?*

BD : L'espace Emmanuel Mounier vise à combler ce vide en offrant un habitat accompagné à des personnes qui doivent bénéficier d'une hospitalisation à domicile ou de soins. C'est un chaînon manquant entre le domicile et la maison médicalisée.

JPM : *Comment ce projet s'inscrit-il dans la société ?*

BD : L'enjeu est d'importance, il faut construire des biens au service des liens, refuser une société des indifférences, des exclusions, refuser une ville avec une médecine à deux vitesses. Lyon, forte de sa longue tradition humaniste, s'est largement engagée pour penser et construire «autrement». Dans cette optique, ce projet répond à l'urgence d'une réflexion sur une économie durable, à l'encontre des logiques de court terme. Qui peut contester la nécessité d'ouvrir ce projet pour une plus grande cohésion sociale ?



362 129€
Budget 2014

17
Associations soutenues

L'ASSOCIATION RES PUBLICA SOUTIENT L'ACADÉMIE DE CUIVRES EN DOMBES

Depuis 1996, l'association Académie de Cuivres en Dombes, œuvre pour le développement de la diffusion des pratiques artistiques et de la médiation culturelle en Dombes. Elle organise chaque année, au mois de juillet, un festival dédié aux cuivres et au patrimoine de la région. L'association mène en parallèle quatre saisons « d'inclusion culturelle » à destination des résidents et/ou patients de plusieurs instituts et centres d'hébergement.

Dans le cadre de cette politique de développement, l'association a identifié un besoin prégnant : si l'association, régulièrement lauréate des différentes conventions Culture et Santé en Rhône-Alpes, est bien soutenue par l'ensemble des collectivités, elle ne possède pas de budget lui permettant la mise en place d'une politique de valorisation de ses actions, l'essentiel de son budget étant bien entendu consacré à l'organisation des concerts (festival) et des ateliers artistiques et culturels (saisons).

Aussi l'Académie de Cuivres en Dombes a sollicité le soutien de l'association Res Publica pour une aide à la concrétisation, à la mise en œuvre et en valeur de trois projets :

- **L'album « Déráp la vie »** : Le Centre médical de Rééducation Pédiatrique Romans Ferrari de Miribel propose à 25 jeunes résidents un atelier écriture et composition Rap, ainsi que la réalisation de clips vidéos.

- **Le livre « A deux mains »** : La Maison de Retraite Publique de Villars-les-Dombes convie des artistes pour écrire, illustrer et interpréter mots et mémoires de résidents. Ce travail est parachevé par l'édition d'un livre de témoignage : « A Deux Mains, légendes familières du Grand siècle ou le bel âge du faire », dont la publication a été financée par Res Publica.

- **Le site internet** : L'Académie de Cuivres en Dombes accueille chaque été plus de 4000 spectateurs à l'occasion de son festival Cuivres en Dombes. Cet événement estival patrimonial et cuivré, pourtant considéré comme l'un des plus reconnus en France n'était toujours pas équipé en 2015 d'un site internet de facture professionnelle. Grâce au soutien de l'association Res Publica, et au talent des équipes de l'agence « Com'on line », Cuivres en Dombes va désormais



bénéficier d'un nouvel outil de communication remarquable... et remarqué pour son 19ème festival.

L'Académie de Cuivres en Dombes a reçu un soutien financier de la part de l'association Res Publica d'un montant total de **12 800€ pour la création de l'ensemble des trois projets soutenus.**

Au nom du conseil d'administration de l'Académie de Cuivres en Dombes, je remercie très sincèrement Monsieur et Madame Perrin et tous les membres de leur belle association pour ce si précieux soutien.

Philippe CONSTANT
Directeur de Cuivres en Dombes

EXPÉDITION DE CABOSSÉS DANS LE MAQUIS CORSE

Pour connaître Frank Bruno il faut aller en Corse du Sud et atterrir à Figari. Là on trouve cet extraterrestre, soit sur son bateau au port de Pianatolli-Caldarelo, soit dans son antre, en pleine forêt, dans son camp de la vallée de l'Ortolo.

Fin octobre 2014, Frank a passé une semaine avec cinq jeunes cabossés par la vie comme lui. Avec son association Bout de vie et le soutien financier de Res Publica, il leur a permis de faire un stage de découverte de vie sauvage.

Quatre jours au cœur de la vallée de l'Ortolo, entre chênes lièges et arbusiers. Quatre jours pour découvrir les règles d'une « vie libre », libre certes, mais contraignante. **Quatre jours pour s'adapter aux réalités de la nature.** Aller chercher l'eau à la rivière, faire le feu, dormir par terre sous le tipi, bref être autonome mais toujours avec le devoir d'anticiper pour ne jamais être pris au dépourvu. Anticiper et écouter la nature comme il faut écouter son corps pour découvrir et anticiper ses limites et ne jamais les dépasser.

Alors, marcher une demi-journée en plein cœur du maquis corse avec un fémur en moins, c'est pas facile... Descendre un ravin en rappel avec deux bouts de corde, un mousqueton et une seule jambe, c'est risqué, ouais... Mais le pire serait encore de ne pas essayer ! **Selon Frank, « l'handicapé, c'est celui qui dit je ne peux pas... », celui qui refuse d'affronter sa différence et surtout d'affronter le regard des autres. Celui-là, il a déjà perdu !**

En parlant de regard, une malvoyante qui fait de la randonnée, ça vous étonne vous ? Et pourtant, la vie sauvage, Marie, elle, elle l'a sentie, elle l'a écoutée et même, elle l'a « vue » pendant quatre jours, la main sur le sac à dos de Frank, guidée par le mouvement de ses hanches à travers les sentiers et entre les rochers.

Alors après quelques franchissements de rivières et plusieurs kilomètres de marche dans la garrigue, **on se retrouve tous égaux le soir autour d'un ragoût de veau pour partager des légendes corses et des aventures de banquises lointaines.** Chacun repartira grandi de cette nature sauvage et du courage transmis par son voisin, plus blessé encore que lui-même.

C'est ça l'aventure Bout de vie. Etre vivant ça se mérite !

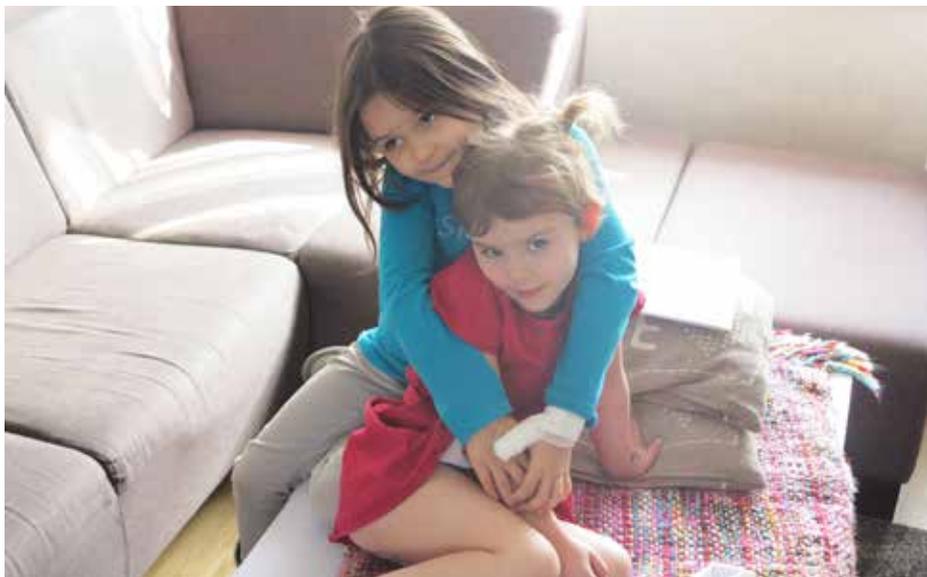
Thierry SCIARI
Gestionnaire de programmes



LE MOT DE FRANK BRUNO - ASSOCIATION BOUT DE VIE

Organiser des stages de survie entre personnes valides et « différentes » est une sorte d'équilibre naturel. Le valide ne réalise plus la chance inouïe d'avoir un corps intègre, alors que le mutilé qui veut dévorer la vie par tous les bouts, réalise la difficulté d'« Être. » Cette mixité est une force naturelle qui soude une équipe, qui de prime abord n'a rien de commun. Ces stages de survie ne sont en vérité que des stages de Vie. L'existence est trop éphémère, notre passage sur terre est un présent, prendre le maquis pendant ce stage est le révélateur d'une existence simple qui va à l'essentiel.

UN NOUVEAU DISPOSITIF THÉRAPEUTIQUE SUR MESURE POUR NAOMIE !



La petite Naomie est vive. De beaux yeux expressifs, une bonne humeur contagieuse. Elle rigole et fait des grimaces à sa grande sœur. Naomie a la vie ordinaire d'un enfant de son âge, sauf que **les journées de cette fillette de maternelle sont rythmées par les soins chez les professionnels de santé depuis sa naissance** : trois séances de kiné par semaine, et deux cures par an. « Avant c'était presque quotidien » précise Jessica, sa maman. La cause ? Naomie souffre de la **maladie de Milroy, un lymphoedème primaire et congénital**. Autrement dit, le système lymphatique de Naomie ne fonctionne pas. Un mal rare et incurable.

La maladie a été détectée pendant la grossesse de Jessica. **Mais les cas sont tellement rares en France qu'elle n'a pu être identifiée immédiatement.** « A cinq mois de grossesse les médecins n'arrivaient pas à connaître la maladie exacte de ma fille. Ils m'ont dit que Naomie ne serait pas viable » indique Jessica. Elle n'a aucun traitement disponible. « Naomie ne peut pas guérir. La seule chose qu'on puisse faire, est d'accompagner notre fillette

dans un certain bien-être. Elle doit régulièrement porter des bas de contention sur mesure » explique la maman. Des soins qui ne sont pas pris en charge par la Sécurité Sociale.

Un nouvel appareil pour soulager Naomie

Malgré les actions de solidarité des habitants de Marly et du maire Fabien Thiémé, les parents de Naomie disposent de moyens limités pour faire face aux dépenses. A la lecture d'un article paru dans les colonnes de la Voix du Nord le 16 mars 2012, le fondateur de Res Publica, Jean Claude Perrin, a été touché par cette histoire. Depuis, **Res Publica soutient la famille et vient de financer une machine sur mesure** à hauteur de 3 350 euros. L'appareil veino-lymphatique sert à faciliter le drainage et à soulager la petite Naomie. Julien Paredes, mandaté par Res Publica, et le maire de Marly sont venus constater la bonne réception de la machine.

L'amour et le combat d'une maman

Depuis sa grossesse, Jessica mène le combat de sa vie. Seule, elle doit affronter **l'inexistence de traitement et l'impuissance des médecins face à la maladie de sa fille.** « A sept mois de grossesse, les médecins m'ont proposé l'avortement pour la deuxième fois ». Mais Jessica ne renonce pas : **« j'ai appris à ne plus écouter les médecins et à me fier à mon instinct. Il ne m'a pas encore trahi ».**

Ce n'est pas la première fois que cette mère de 27 ans affronte une maladie. Elle a déjà soutenu son mari, atteint d'un cancer, diagnostiqué deux mois seulement après leur rencontre. Il est aujourd'hui guéri ; « je suis un peu l'ange gardien de cette famille » affirme celle qui a renoncé aux plaisirs simples de la vie comme aller chez le coiffeur. « C'est normal, tous les parents feraient ça pour leurs enfants », affirme-t-elle, tout sourire.

Aïcha TRAORE
Journaliste

Page facebook de soutien :

<https://www.facebook.com/profile.php?id=100010005842293>

SOUTIEN À LA VALIDATION D'ACQUIS D'EXPÉRIENCE EN AFRIQUE FRANCOPHONE

Impliquée depuis 2009 dans l'opération « Défi Solidaire » (projet de Bioforce visant à favoriser l'implication et la responsabilisation de jeunes des quartiers populaires), Res Publica a souhaité s'engager cette année sur un nouveau projet. L'axe choisi est celui du **développement de l'accès au dispositif de Validation des Acquis d'Expérience¹** à destination des publics d'Afrique francophone.

L'acquisition d'un titre Bioforce (institut reconnu par les acteurs du secteur du développement international) par le biais de la Validation des Acquis d'Expérience permet de **valoriser et de capitaliser les expériences et facilite l'évolution professionnelle**. Depuis la mise en place de ce dispositif, l'Institut a reçu 320 candidatures provenant aussi bien de professionnels français que de ressortissants de pays d'Afrique. Bioforce propose un panel varié de formations accessibles par la VAE mis en place depuis 2004 à Bobo-Dioulasso (diplômes de Logisticien, Administrateur, Coordinateur de projets de solidarité internationale, Responsable de projets eau, hygiène et assainissement et Chargé des Services Généraux en Logistique Humanitaire).

Le partenariat avec Res Publica vise à **faciliter l'accès à la Validation des Acquis d'Expérience pour cinq candidats africains**. Comme peu de femmes sont actuellement dans le processus, **ce dispositif favorisera plus particulièrement l'accès au personnel humanitaire féminin**. Le projet proposera un accompagnement méthodologique et préparera les candidats au jury final. Toutes les étapes pourront se faire à distance.



Le coût, obstacle important pour bon nombre de candidats africains, a été subventionné grâce à la participation de Res Publica.

L'enjeu de ce partenariat est de taille, dans la mesure où les acteurs africains du développement restent encore trop souvent sous-représentés dans les organisations internationales. L'obtention d'un diplôme reconnu leur permettra une meilleure reconnaissance de leurs savoir-faire. A travers ce programme, Res Publica et Bioforce participent au transfert de compétences et font un pas de plus vers une plus forte prise en main du développement

africain par ses ressortissants, **pour que le développement de l'Afrique passe en premier lieu par les africains.**

Anne JANIN

Chargée de Projets Accompagnement - BIOFORCE

1. Toute personne, quels que soient son âge, sa nationalité, son statut et son niveau de formation, qui justifie d'au moins trois ans d'expérience en rapport direct avec la certification visée, peut prétendre à la VAE. Cette certification peut être un diplôme, un titre ou un certificat de qualification professionnelle.

SECOURIR LES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME EN RDC

Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme (AEDH) est une association basée à Lyon qui lutte pour garantir les droits fondamentaux des hommes et des femmes. Res Publica a participé au Fonds d'Urgence pour les Défenseurs en Danger en aidant deux militants victimes de graves agressions.

AEDH soutient depuis 25 ans des projets de défense et promotion des droits fondamentaux menés par des associations locales, essentiellement en Amérique latine et en Afrique subsaharienne. En 1999, AEDH s'est doté d'un instrument spécifique pour venir en aide aux défenseurs des droits de l'Homme, gravement menacés ou persécutés en raison de leur engagement sur le terrain : **le Fonds d'Urgence pour les Défenseurs en Danger**. Depuis sa création, ce Fonds d'urgence a fourni une assistance à près de 500 militants et militantes à travers le monde.

Le Fonds d'urgence est fortement mobilisé en **République Démocratique du Congo (RDC)**, particulièrement dans la province du Sud Kivu, à l'Est du pays. Cette région est le théâtre d'une violence généralisée depuis de trop longues années. La population est la cible des exactions des multiples groupes armés qui y sévissent mais aussi des abus commis par les représentants de l'autorité régulière, notamment les militaires. Pourtant, **malgré les risques, des hommes et des femmes n'hésitent pas à protester contre les injustices, à revendiquer le respect des droits des populations, à s'élever contre l'impunité**. C'est bien souvent un prix élevé que ces défenseurs payent pour leur détermination à défendre les Droits de l'Homme.

Dans le cadre du Fonds d'Urgence d'AEDH, Res Publica a décidé d'attribuer un soutien financier à deux défenseurs congolais du Sud Kivu, victimes de graves agressions et dont la sécurité était en danger :

- **NESTOR***, président d'une association de défense des droits des pêcheurs du Lac Kivu, était allé protester auprès du commandant des forces armées basées dans la région, contre un vol de filets de pêche commis par des militaires. **Nestor est aujourd'hui victime de représailles : il a été l'objet d'agression par arme à feu** à l'occasion de laquelle il a été grièvement blessé, ainsi que son fils de trois ans. Aujourd'hui, Nestor va mieux

mais son bras continue de le faire souffrir et il ne peut envisager pour le moment de reprendre un travail physique.

- **ROSE***, fondatrice et coordinatrice d'une association de défense des droits des femmes, a quant à elle **dénoncé auprès du commandant local les innombrables exactions commises par les militaires dans le territoire de Mwenga** : violences sexuelles, arrestations arbitraires, extorsions, travaux forcés imposés aux populations... **Pour toute réponse, le commandant en question ordonna que 50 coups de fouet lui soient infligés**. Celle-ci perdit connaissance au bout d'une trentaine de coups. Elle est sortie de l'hôpital fin septembre après avoir subi une opération. Grâce à des actions de plaidoyer menées auprès des autorités, le commandant local a été délocalisé loin de Kilembwe.

La contribution de Res Publica a permis d'assurer les soins médicaux nécessaires et de garantir la mise en sécurité des deux défenseurs congolais. Par cet engagement, Res Publica n'a pas seulement permis qu'une solution rapide et concrète soit trouvée pour venir en aide à des personnes confrontées à des situations dramatiques mais a également accompagné la **manifestation de la solidarité internationale soutenant le courage des hommes et des femmes qui se battent au quotidien pour le respect des droits et de la dignité des populations en RDC**.

*John EDMUNDSON
Président AEDH*

* Le nom des défenseurs a été changé par mesure de sécurité et de confidentialité.



IBRAHIMA SORY, JOURNALISTE GUINÉEN AFFÛTÉ



En juin 2013, alors en poste à la Radio Atlantic FM, j'entame une formation avec Reporters Solidaires en partenariat avec Res Publica et African Crisis Group. La formation s'étend sur quatre sessions. Elle vise à **former et à échanger avec des journalistes guinéens** sur des thèmes aussi pertinents et variés que **l'éthique, la déontologie, le journalisme d'investigation ou encore les techniques d'écriture journalistique.**

A l'issue de la troisième session, je suis sélectionné pour effectuer un Master II Nouvelles Pratiques Journalistiques à l'Institut de la Communication (ICOM) de l'Université Lumière Lyon II, en France. Cette nouvelle aventure exaltante constitue **l'aboutissement d'un rêve de longue date.** Elle va durer neuf mois sans repos ni répit. Neuf mois au cours desquels je vais apprendre de nouvelles façons d'exercer le journalisme. Il s'agit de se perfectionner sur des techniques journalistiques ciblées du type : animation de matinales, production de chroniques, analyse comparée de couvertures médiatiques d'événements, ou encore sur des nouveaux dispositifs de narration. La formation comporte également un axe numérique conséquent et aborde la gestion des sites web, la production des web documentaires et enfin, la création de contenus. Je déplore cependant l'annulation in extremis du cours pratique de production de web documentaires radio, ce qui aura été le principal coup dur durant cette formation dans la mesure où cette matière constituait la trame même du master.

Ce séjour en France a aiguisé ma curiosité. Il a satisfait en grande partie un besoin en nouvelles connaissances que j'ai consolidées lors de mes différents stages à France 3 Rhône-Alpes et à Soli.TV. **Aujourd'hui, je suis devenu un autre journaliste,** un professionnel capable à la fois de travailler en radio, en télé, pour un journal ou pour un site d'informations en ligne. Une avancée significative par rapport à mon niveau d'il y a un an seulement où j'étais cantonné à la rédaction de papiers pour la radio ou l'animation d'émissions de débats politiques.



Le défi réside désormais dans la mise en application de ces nouvelles compétences sur place en Guinée, à travers la production d'émissions de qualité, la promotion de la narration transmédia et la sensibilisation des jeunes journalistes à des pratiques journalistiques plus professionnelles. Mon but ultime est de **promouvoir une information de qualité, neutre et impartiale qui permette aux citoyens de comprendre et d'agir au sein de leur société...**

De retour en Guinée, je vais recommencer à dispenser des cours, être encore plus présent à l'antenne et sur les terrains de reportages. L'enjeu en vaut la chandelle d'autant plus que **les pratiques s'internationalisent, se diversifient et imposent à chaque journaliste de suivre les évolutions de son métier et de questionner ses pratiques** au risque de se voir dépassé par la tournure des événements.

Ibrahim SORY CAMARA
Journaliste

DASHA, ENFANT DE TCHERNOBYL



Dasha est une jeune fille Biélorusse de 28 ans qui vit à Maladzyechna, à deux heures de train de la capitale Minsk. Accueillie à l'âge de 8 ans par le couple Perrin, elle est désormais une habituée de la France où elle vient régulièrement. Son histoire est représentative d'un nouveau contexte dans les pays de l'ex-URSS, celui de l'après-Tchernobyl. **Bien que cette catastrophe nucléaire ait eu lieu en 1986**, un an avant la naissance de Dasha, dans un pays étranger qui plus est (l'Ukraine), **Dasha et sa génération n'ont pas été épargnées.**

Touché par cette catastrophe, le couple Perrin contacte en 1987 l'association Espoir à Tchernobyl*, qui organise des séjours d'enfants de la région de Tchernobyl dans des familles d'accueil. Le reste du temps, ils vivent à l'orphelinat de Radochkovitchi en Biélorussie où ils sont scolarisés. **Les enfants accueillis en France sont le plus souvent convalescents après un cancer ou une leucémie**, et ces séjours sont pour eux l'occasion de voyager et de profiter du « bon air ». Dasha par exemple, est malade durant ses premières années : à cause de Tchernobyl, elle a plusieurs tumeurs dont elle se remet vite grâce à des soins médicaux adaptés. C'est ainsi qu'elle est accueillie pendant ses vacances scolaires, de juin à septembre, chez la famille Perrin où elle apprend rapidement le français. Elle accompagne souvent Clémence, la benjamine de la famille à l'école du village où elle se fait très vite des amis. **Sa famille adoptive prend soin d'elle et lui offre une convalescence paisible.** Svieta, une enfant du même âge, arrive quelques années plus tard dans la famille et garde toujours, à l'heure actuelle, des contacts étroits avec les Perrin.

Aujourd'hui, Dasha dispose d'une situation relativement confortable puisque l'Etat biélorusse garantit l'hébergement aux enfants orphelins, et qu'elle peut compter sur le soutien des Perrin et de leur association. Elle a également quitté, à contre cœur, son emploi de couturière l'année dernière, les traitements médicaux subis dans son enfance ayant abîmé un des deux nerfs optiques, pour un emploi de gestionnaire de commandes dans l'industrie textile.

En outre, malheureusement, **le coût de la vie a beaucoup augmenté en Biélorussie** : en décembre 2014, à la suite de la dépréciation du rouble russe, le rouble biélorusse a perdu environ la moitié de sa valeur.

Les conditions de vie sont donc rudes dans ce pays qui a subi en quelques décennies la plus grosse catastrophe nucléaire mondiale, la dislocation de l'URSS dont il dépendait, et d'importantes crises économiques. **Res Publica s'efforce néanmoins d'agir à sa manière et d'adoucir la vie de Dasha et Svieta.**

En leur souhaitant beaucoup de bonheur !

*Stéfany Cambe
Chargée de Missions*

* espoiratchernobyl.perso.neuf.fr

BELLE TOURNÉE 2015

POUR CINÉBROUSSE



Depuis maintenant sept ans, dans la chaleur sèche de février, Cinébrousse sillonne la savane du Boulkiemdé. Sans prétention aucune ce fut une des meilleures éditions : grâce à notre nouveau matériel, un super vidéo projecteur, une table de mixage et de nouvelles enceintes.

Ces récentes acquisitions permettent de passer les films dans de meilleures conditions...

Imaginons la nuit africaine étoilée et chaude et sur un grand écran, la beauté des images de ces chefs d'œuvre du cinéma africain. Le public ne s'y trompe pas ; il regarde, écoute dans un silence quasi religieux... Debout, droites, ces femmes si nobles nous émerveillent au plus haut point...

Peut-être commençons-nous à entrevoir ce qui nous pousse à poursuivre cette belle histoire démarrée modestement en 2009 : **utiliser le support cinéma auprès de cette population si retirée, si oubliée, si essentiellement occupée par la survie quotidienne** pour lui proposer une soirée de culture africaine et échanger avec elle sur les thèmes des films visionnés.

Tous les soirs, après la projection, devant près de 500 personnes, Oumarou, notre interprète, mène le débat en langue mooré, amenant un public, ordinairement jamais sollicité, à donner son avis sur des faits coutumiers régissant encore la vie de tous les jours.

Nous serons encore sur les pistes l'an prochain avec toujours autant de passion pour amener avec notre équipe le cinéma en brousse.

Dominique Lalubie
Membre de l'association Cinébrousse 01

STAGE DE FIN D'ÉTUDES

À RES PUBLICA

À la recherche d'un stage de fin d'études pour compléter mon Master 2 en Globalisation et Gouvernance, j'ai été ravie de tomber sur l'offre de Res Publica pour un stage de 6 mois. J'ai postulé immédiatement pour m'embarquer dans cette aventure !

L'objectif de ce stage, qui s'est déroulé de novembre 2014 à juin 2015, était d'apporter une assistance aux trois membres du bureau. Mon stage s'est découpé en deux temps : d'abord à temps partiel (deux jours par semaine) en alternance avec mes études, puis à temps plein à partir de fin janvier. J'ai été chargée de la communication de l'association : ses pages Facebook, Twitter, YouTube, Google +, mais aussi les articles sur le site internet.

Vous pouvez aller voir mon travail sur le site et les réseaux sociaux ! J'ai également été chargée d'une partie de la gestion de projets, vous m'avez d'ailleurs peut-être rencontrée ou avez eu l'occasion d'échanger des messages avec moi. J'ai d'autre part participé à l'élaboration de ce rapport d'activités.

Cette expérience professionnelle m'a permis un contact privilégié avec la vie professionnelle dont j'avais bien besoin ; **mes compétences ont été mises à l'épreuve par des professionnels, améliorées et appréciées, ce qui m'a permis de gagner en assurance.** Si le stage m'a particulièrement convenu, c'est en partie grâce aux méthodes de travail, l'écoute et la bienveillance de l'équipe qui m'entourait. En tant que personne aux intérêts très divers, j'ai beaucoup apprécié la grande variété des tâches et sujets abordés par Res Publica.

Ce stage de fin d'études conclut cinq années d'enseignement supérieur hautes en couleur et m'a permis de découvrir plus avant mes goûts et mes aspirations. Pas de doute : je signe pour la suite !

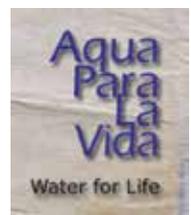
Stéfany Cambe
Chargée de Missions

RÉPARTITIONS BUDGÉTAIRES



	2012	2013	2014	%
Projets Burkina Faso	1 718 245	2 098 236	2 384 813	71%
Education	1 193 829	1 556 210	1 718 439	51%
Agriculture	62 857	156 262	175 106	5%
Santé	78 337	81 236	219 425	7%
Appui aux partenaires	383 222	304 529	271 843	8%
Projets France	137 953	183 062	362 129	11%
Projets autres Pays	116 156	132 975	197 858	6%
Nicaragua	105 635	103 477	139 957	
Guinée Conakry	-	16 267	44 799	
Bélorussie	7 771	5 270	8 545	
Liban	2 750	2 700	2 700	
Mali	-	-	1 856	
Sénégal	-	5 261	-	
Actions de Consolidation de Gouvernance et Paix	51 167	115 882	131 047	4%
Frais de Fonctionnement	245 203	204 767	225 543	7%
Dotations aux Amortissements	75 039	68 416	33 598	1%
TOTAL	2 343 763 €	2 803 338 €	3 334 989 €	

PARTENAIRES 2014





www.respublica.asso.fr



RES PUBLICA

Association loi 1901 - Déclaration du 30 mai 1997 - Préfecture du Rhône
Immeuble Britannia, 10ème étage tour C - 20 Bd Eugène Deruelle
69432 LYON Cedex 03 (FRANCE)
Tél : + 33.(0)4.37.28.62.13
Fax : + 33.(0)4.37.65.02.87
info@respublica.asso.fr



RES PUBLICA ONG

Arrêté n° 2001 - 64/MATD/SG/DGAT/DLPAP du 03 juillet 2001
11 BP 788 - CMS OUAGADOUGOU (BURKINA FASO)
Tél : + 226.25.38.03.37
Fax : + 226.50.38.03.23
respublica@fasonet.bf